

Quelles sont les sources de la croissance économique ?

Fiche

La croissance économique est, pour un pays, un enjeu de première importance car c'est elle qui conditionne l'amélioration du niveau de vie de ses habitants. Elle représente, pour les pouvoirs publics, l'objectif principal de la politique économique. Mais ses origines restent difficiles à préciser.

1. Qu'est-ce que la croissance économique ?

- On peut définir la croissance économique comme l'augmentation soutenue, sur une période longue, de la production de biens et de services d'un pays. Sa mesure se fait à travers le taux de croissance du produit intérieur brut à prix constants (PIB), calculé par année. L'agrégat PIB comporte deux sous-ensembles : le PIB marchand (somme des valeurs ajoutées créées par l'ensemble des unités de production résidentes sur le territoire national en un an) et le PIB non marchand (valeur de la production non marchande, c'est-à-dire disponible gratuitement ou à un prix inférieur à son coût de production – ce qui recouvre essentiellement les biens et services produits par les administrations publiques et privées, mais qui ne font pas l'objet d'un échange sur un marché).
- À partir du PIB global, on calcule le PIB par habitant en le rapportant à l'effectif total de la population du pays. On obtient alors une évaluation assez grossière du niveau de développement du pays.

Exercice n°1

2. Les insuffisances du PIB comme indicateur de niveau de vie et de développement

- On ne peut comparer les PIB/ habitant de différents pays qu'en les traduisant en une unité monétaire commune. L'utilisation des taux de change officiels des monnaies est à proscrire : d'une part, parce que ces parités monétaires sont instables et fluctuent sans cesse ; d'autre part, parce qu'elles ne reflètent pas les parités de pouvoir d'achat entre les pays. La comparaison à partir des parités de pouvoir d'achat permet de contourner cette difficulté.
- Mais les insuffisances du PIB comme indicateur fiable du niveau de richesse d'un pays tiennent surtout aux approximations concernant la valeur de certains biens ou services, notamment les services non marchands qui, n'ayant pas de prix sur un marché, sont simplement évalués à leurs coûts de production. De même, les activités non rémunérées (bénévolat, autoconsommation, entraide...) ne font pas l'objet d'une évaluation comptable et sont donc hors périmètre. L'économie souterraine (le travail au noir, les trafics, etc.)

échappe également à la comptabilisation.

Exercice n°2

- Enfin, le PIB inclut, dans son calcul, les activités de « réparation » de dégâts économiques et sociaux qui accompagnent l'activité économique : crimes et délits, accidents de la route, pollutions, alcoolisme, drogue, etc. Cet agrégat ne prend pas non plus en compte la perte de richesse collective que constituent, à long terme, l'épuisement des ressources naturelles et les atteintes irréversibles à l'environnement.

3. Les indicateurs complémentaires

- De nombreux économistes ont, depuis le milieu des années 1970, pris conscience de ces insuffisances et utilisent donc des indicateurs complémentaires pour mieux évaluer le niveau de développement des pays, en prenant en compte des éléments qualitatifs variés.

Exercice n°3

Exercice n°4

- Le plus connu de ces indicateurs est l'indicateur de développement humain (IDH), élaboré en particulier par le prix Nobel d'économie Amartya Sen, et calculé depuis le début des années 1990 par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). Cet indicateur est un indice composite intégrant trois critères : l'espérance de vie à la naissance, le revenu national brut par habitant en parité de pouvoir d'achat, le niveau d'instruction de la population (lui-même repéré à partir de la durée de scolarisation des adultes et de la durée de scolarisation escomptée des enfants en âge scolaire).

Il se présente sous la forme d'une valeur comprise entre 0 et 1, le niveau de développement étant d'autant plus élevé que l'on se rapproche de 1. Ainsi, en 2012, la Norvège, l'Australie et les États-Unis occupent les premières places du classement (de 0,955 à 0,937), alors que la République du Congo et le Niger sont au dernier rang (0,303).

- De nombreux autres indicateurs ont été proposés, certains mettant l'accent sur l'importance de la pauvreté ou sur la plus ou moins grande amplitude des inégalités sociales ou des inégalités hommes/femmes, d'autres visant à intégrer la dimension écologique comme critère d'évaluation de la qualité de la croissance.

4. Quelles sont les sources de la croissance ?

- Une des questions les plus discutées de la science économique est celle des origines de la croissance économique. La réponse à cette question a, en effet, des implications importantes en matière de politique économique. Certains économistes ont cherché à mettre en équation le lien existant entre les facteurs de production, les *input* (le travail et le capital), et la production réalisée, l'*output*. La fonction Cobb-Douglas (du nom de deux chercheurs américains) se présente, par exemple, sous la forme générale suivante :

$Y = f(K, L)$ dans laquelle la production (Y) est fonction des quantités respectives de capital (K) et de travail (L) utilisées par l'appareil de production. La croissance de la production (Y) s'expliquerait en partie par l'accroissement des quantités de facteurs de production mises en œuvre, c'est-à-dire l'accroissement des quantités de capital (K) et de travail (L) utilisées.

- Les travaux d'autres économistes (notamment l'Américain R. Solow ou les Français J.J. Carré, P. Dubois et E. Malinvaud) ont montré que l'explication de la croissance par l'accroissement des quantités de facteurs ne permet de rendre compte que d'une faible part de la croissance observée. Il faut donc faire appel à des facteurs qualitatifs pour expliquer ce que R. Solow appelle le « résidu » (part inexpliquée de la croissance). Ce résidu correspond, en réalité, à ce qu'on peut désigner par l'expression « progrès technique ». Cette notion un peu vague recouvre tous les éléments qui, à quantités de facteurs inchangées, permettent d'obtenir un résultat productif plus efficace, une production supérieure, c'est-à-dire d'améliorer la productivité globale des facteurs de production (connaissances scientifiques accrues, savoir-faire amélioré, expérience, accroissement de la qualification de la main-d'œuvre, technologies plus efficaces, meilleure organisation productive, etc.).
- Dans cette interrogation sur les sources de la croissance, le débat porte aussi sur l'origine du progrès technique. Est-il un facteur exogène, extérieur au champ de l'activité économique, ou au contraire un facteur endogène de la croissance, produit par elle et permettant en retour de la renforcer ? Dans cette dernière optique, des auteurs comme P. Romer ou R. Barro insistent sur la course à l'innovation, l'amélioration du capital humain ou l'influence des externalités positives engendrées par l'action des pouvoirs publics, notamment l'amélioration du niveau d'éducation et des infrastructures collectives financées par l'impôt.
- L'historien Douglass North, quant à lui, a montré l'importance du cadre institutionnel dans le processus de croissance – par exemple, la qualité de la gestion des administrations publiques et la capacité des structures politiques à résister à la corruption. Il inclut également dans ce cadre la capacité du système juridique (lois, règlements, tribunaux) à protéger les droits de propriété, ce qui garantit aux agents économiques de pouvoir disposer librement des biens qu'ils possèdent et d'arbitrer entre leurs usages, en ayant la certitude de recevoir les bénéfices éventuels issus de leurs décisions. Une situation politique stable par exemple, ou une protection rigoureuse des brevets protégeant l'innovation sont, selon D. North, des incitations fortes à l'initiative et au dynamisme économique, donc à la croissance de l'économie.

5. Conclusion

L'observation des tendances longues de la croissance économique permet de remarquer qu'il ne s'agit pas d'un mouvement régulier et harmonieux. Des périodes exceptionnelles émergent (les célèbres « Trente Glorieuses » des années 1945-1975), mais aussi des périodes de crise (1929 ou 2008), venant interrompre le *trend* (« tendance ») de

croissance. Cette configuration cyclique de l'activité économique, étudiée notamment par l'économiste autrichien J. Schumpeter, serait liée, selon cet auteur, au processus de « destruction créatrice » engendré par le rythme discontinu de l'innovation (grappes d'innovations). Celle-ci, avant de produire ses effets bénéfiques, disqualifie les produits et les modes de production antérieurs, engendrant des périodes de ralentissement économique, voire de dépression, génératrices de faillites et de chômage, avant qu'un nouveau cycle de croissance ne s'amorce.

Notions clés

- Produit intérieur brut.
- PIB par habitant.
- Indicateur de développement humain.
- Productivité globale des facteurs de production.
- Progrès technique.